

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1970)
Heft: 141

Artikel: Les moteurs de la hausse des prix
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1028125>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.03.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

du point de vue social, politique et économique pour un fonctionnement hautement rentable des entreprises étrangères. Cette politique, si l'on se place sur le terrain strictement économique et financier semble remporter des succès: hausse importante des exportations, balance commerciale probablement active en 1970, inflation moins galopante. Cependant le cruzeiros a été dévalué deux fois cette année, les industries de base n'ont fait que de modestes progrès, les sociétés nationales résistent difficilement à la concurrence étrangère.

La presse a avancé que l'expulsion de MM. Carvalho et Dowbor par les autorités fédérales était motivée par la crainte de mesures de représailles du gouvernement de Brasilia contre les investissements suisses; nos échanges commerciaux avec le Brésil auraient pu en souffrir.

Quelle est l'importance de nos relations économiques avec le Brésil? C'est à quoi nous avons cherché à répondre ci-après.

Les entreprises suisses au Brésil

Le travail et le capital suisses jouent un rôle non négligeable — moins important cependant qu'en Argentine — dans le développement économique du Brésil. Les Suisses figurent au nombre des premiers colons qui s'y établirent: rappelons la fondation de Nova Friburgo en 1819-1820 par quelque 1700 Fribourgeois.

Les premiers investissements industriels suisses remontent à part quelques exceptions — à la période de l'entre-deux-guerres lorsque notre industrie a étendu son réseau mondial de production et de ventes afin de limiter les effets de la crise économique. Cette implantation fut facilitée par la présence dans le pays de représentations commerciales qui avaient été ouvertes à la fin du XIX^e ou au début du XX^e siècle déjà. Depuis la fin de la dernière guerre, les investissements suisses se sont notablement accrus; à l'heure actuelle ils atteignent au minimum 1,3 milliard de francs. Les quelques cinquante filiales de firmes suisses se trouvent presque exclusivement dans les régions de Sao Paulo et de Rio de Janeiro.

Les principales entreprises suisses ayant des filiales au Brésil sont les suivantes:

Nestlé Alimentana S.A.

Nestlé est présent au Brésil depuis 1920: c'était pour la firme suisse la première implantation en Amérique du Sud.

Pendant la crise mondiale et la guerre 1939-1945, Nestlé donna une forte extension à ses filiales brésiliennes qui au nombre d'une dizaine produisent la plupart des spécialités Nestlé.

Pour l'anecdote, signalons que c'est à la demande de personnalités brésiliennes et de l'Institut brésilien du café que Nestlé se lança dans la recherche d'un café soluble, recherches qui devaient donner naissance au Nescafé.

S.A. Brown Boveri & Cie

BBC s'est installé à Osasco dans l'Etat de Sao Paulo en 1957. Aujourd'hui l'Industria Electrica Brown Boveri occupe 1700 personnes. L'achat du terrain et la construction de l'usine ont entraîné un investissement de 130 millions de francs environ.

Alusuisse

Cette société contrôle à 100 % un holding, la Sociedade Tecnica e Comercial de Metais Ltda (SOTECOM) à Sao Paulo et une usine de demi-produits, l'Aluminio Industria (AISA) installée près de Sao Paulo également.

Sulzer Frères S.A.

En 1960 Sulzer a construit à Rio de Janeiro une fabrique destinée à produire des compresseurs et des installations de climatisation. Dans ce dernier domaine, Sulzer occupe une forte position au Brésil. En 1968, la maison de Winterthur a acquis la majorité du capital d'une importante fabrique de pompes de Sao Paulo. Aujourd'hui les filiales brésiliennes de Sulzer occupent environ 500 personnes.

Bühler Frères S.A.

Bühler s'est installé en 1953 à Sao Paulo sous la raison sociale Bühler do Brazil S.A. Industria e Comercio pour prospecter le marché brésilien. En 1958, Bühler acheta une part, puis la majorité du capital

de l'Industria Paulista de Equipamentos e Maquinas S.A. (IPEM) à Sao Paulo. Cette entreprise occupe 250 collaborateurs.

C.F. Bally S.A.

Les relations entre la grande fabrique suisse de chaussures et le Brésil sont anciennes: en 1870 Carl Franz Bally ouvrait un bureau de vente à Rio de Janeiro. En 1925 la tannerie Cortume Carioca S.A. est achetée par la maison suisse. Aujourd'hui cette entreprise est la plus grande tannerie du Brésil. Sa capacité de production est d'environ 1 million de peaux de gros bétail par année (Brésil environ 10 millions) et autant de peaux de petit bétail. Elle joue un rôle important dans la production de cuir dont elle livre tous les types. Depuis quelques années elle a étendu son programme de production aux cuirs artificiels.

Le chiffre d'affaires de Cortume Carioca est de 70 mio Fr.; 2500 personnes y travaillent; 30 % de la production est exporté, essentiellement vers l'Allemagne de l'Ouest, l'Italie, les Etats-Unis, l'Afrique du Sud, l'Union soviétique et Hong-Kong.

D'autres entreprises suisses possèdent des filiales qui jouent un rôle important dans l'économie brésilienne. Citons: Schindler, Ciba-Geigy, Sandoz, S.A. pour l'industrie de la céramique Laufen, Cossonay-Gardy, etc.

Les grandes banques suisses entretiennent des représentations à Rio de Janeiro et Sao Paulo.

Les échanges commerciaux helvético-brésiliens

Le Brésil est le principal partenaire commercial de la Suisse en Amérique latine. L'an dernier nous lui avons acheté du café, du tabac, etc. pour 117,9 millions de francs; nous lui avons vendu des montres, machines, colorants, produits pharmaceutiques pour 247,8 millions de francs. Exprimées en pour-cent du total général des échanges de la Suisse, les importations représentent le 0,5 %, les exportations le 1,2 %; c'est peu, mais l'excédent en faveur de la Suisse est appréciable, 129,9 millions de francs.

Si l'on se penche sur l'évolution des échanges on s'aperçoit qu'avant la guerre, exportations et importations s'équilibraient assez bien. Avec l'Amérique latine, la balance commerciale de la Suisse était même généralement déficitaire. La période d'après-guerre est caractérisée par de fortes oscillations, reflet de l'instabilité des prix des matières premières, des monnaies, etc. Détérioration de la balance commerciale au détriment du Brésil, dépendance étroite des prix fixés par les importateurs (le café et le cacao constituent le 70 % des exportations brésiliennes), le commerce helvético-brésilien reflète bien la tragique évolution des échanges entre pays riches et pays pauvres.

Les moteurs de la hausse des prix

De septembre 1966 (base de calcul du nouvel indice) à septembre 1970 l'indice des prix à la consommation est monté de 14 %.

La part de chaque groupe de dépenses à ce renchérissement est la suivante:

1. Loyer	39,2 %
2. Alimentation	18,2 %
3. Chauffage et éclairage	13,2 %
4. Transports	8,8 %
5. Santé et soins personnels	6,2 %
6. Habillement	6,1 %
7. Instruction et divertissement	3,3 %
8. Boissons et tabacs	3,2 %
9. Aménagement et entretien du logement	1,8 %
	100 %

L'inflation contraindra-t-elle l'industrie à un nouveau calcul politique?

Nous publions, dans ce numéro, les données qui révèlent la part essentielle dans le processus inflationniste du renchérissement des loyers.

Certes, il faut éviter le simplisme qui consisterait à attribuer aux seuls propriétaires « cupides » la totalité de cette hausse. Le renchérissement du loyer de l'argent, du coût de la construction ou de l'entretien justifie pour une bonne part ces hausses.

Toutefois la marge entre la « hausse justifiée » et la hausse de profit spéculatif est importante. Il suffit pour s'en assurer de comparer les prix pratiqués par des sociétés coopératives d'habitation pour leurs immeubles anciens et les prix de certaines sociétés immobilières.

Cette situation inflationniste n'a pas provoqué jusqu'ici de réaction de la part de la grande industrie d'exportation. On devrait s'en étonner. Nous nous étions fait l'écho de cet étonnement. Car les hausses de prix se répercutent sur les salaires par le jeu de l'indexation; la compétitivité internationale en est donc réduite; les loyers coûtent cher à l'industrie.

Il y a ainsi une contradiction théorique entre les intérêts du capitalisme immobilier et les intérêts du capitalisme industriel.

Pourquoi n'a-t-elle pas jusqu'ici été ressentie pratiquement en Suisse? Et en Suisse tout particulièrement puisque nous sommes le pays où le prix du sol est le plus élevé au monde.

Explications

La cherté du sol suisse était jusqu'ici compensée par le faible loyer de l'argent et surtout par la pratique largement répandue en Suisse alémanique de ne pas amortir les emprunts hypothécaires de premier rang. Intérêts bas et amortissements nuls compensaient le renchérissement des fonds.

Aujourd'hui, ces conditions, sous la pression internationale qui entraîne une hausse du loyer de l'argent, sont abolies.

D'autre part, le taux d'inflation suisse était jusqu'ici (exception faite de la surchauffe de 1964) en dessous de la moyenne des pays occidentaux. Cette plus faible dévalorisation du franc suisse était prime à l'exportation. Cette prime pouvait même être accentuée encore par des manipulations monétaires, telle que la réévaluation allemande.

A partir du moment où nous atteindrons un renchérissement de 8 %, nous ne serons plus à l'abri.

Enfin, il faut citer la nécessité qu'il y avait pour des raisons politiques de maintenir au sein du parti radical et au sein du parti conservateur une cohésion entre les « mobiliers » et les « immobiliers ».

Aujourd'hui la poussée inflationniste remet en cause cet équilibre.

La faille

Quand la prospérité suisse a atteint de nouveaux sommets en 1968, les représentants des grands pouvoirs économiques ont estimé qu'il fallait céder sur un point. Ils ont donné feu vert à l'initiative bourgeoise sur l'AVS. L'insécurité des vieux devenait incompatible avec les résultats de l'économie suisse. Cette faible et tardive concession apparaît aujourd'hui bien insuffisante.

L'inflation va accroître la masse salariale au point que les industriels devront, à l'âge de l'indexation automatique, se soucier de réformes plus profondes. Le capitalisme foncier entre en contradiction avec le capitalisme industriel.

C'est une chance à saisir, élargir la faille; il faut accélérer la réalisation des idées qui sont à notre programme. Aménagement du territoire par une création de zones agricoles et des règles strictes de déclassement; gestion par les associations syndicales des fonds des caisses de pensions; large développement des coopératives d'habitation.

L'occasion est là d'imposer les idées devant un adversaire qui sera désormais divisé.